

A hand is holding a red sign with white text. The sign is slightly tilted and has a rough, torn edge. The text on the sign is in a bold, sans-serif font. The background is plain white.

la  
cgt

**INDUSTRIE  
ÉNERGIE  
TRANSPORT**

**et vous !**

**L'autre manière d'en parler**

**Une autre façon d'agir**

# TEST

Dans ce vocabulaire médiatique, y aurait-il un terme que vous n'ayez pas entendu la semaine dernière ?

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE.  
AUTOCAR. EFFET DE SERRE.  
TRAIN. PÉAGE. AVION. FERRY.  
GAZ. ÉLECTRICITÉ. ÉOLIEN.  
AÉROPORT. HABITAT. INDUSTRIE.  
ÉCOTAXE. DURABLE. DIESEL.  
ESSENCE. TRAVAIL DU DIMANCHE.  
DÉLOCALISATION. PÉTROLE.  
NUCLÉAIRE. FERROVIAIRE.  
RÉFORME. CHÔMAGE. POUVOIR  
D'ACHAT. CROISSANCE.  
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE...

Vous les avez tous entendus. Employés à tort et à travers dans un savant brouillard médiatique où la superficialité est toujours de mise, quand ils ne sont pas énoncés sur les plateaux télé par des soi-disant spécialistes détenteurs de vérités absolues.



*Ramener la transition énergétique dans la conscience collective à un seul problème d'ampoule basse consommation, de voitures électriques et de fermeture de centrales nucléaires est non seulement réducteur mais détourne le public des défis réels.*



*Fermer les lignes de train, de transport de marchandises pour développer le transport routier très pollueur est anti-écologique.*



*Laisser s'opérer la braderie des entreprises, la vente des aéroports, laisser filer les délocalisations, les rachats de groupes français en pointe dans notre économie, engraisser les banques et les actionnaires est contre-productif et anti-souveraineté nationale.*



*Installer l'austérité comme mode de fonctionnement et de gestion publique, en prétextant la résorption du déficit, c'est programmer la récession pour les couches de la population les plus fragiles.*

À la CGT, nous considérons que chacun de ces termes mérite une attention particulière et sérieuse. Regardez de nouveau cette liste, vous verrez que tous ces mots se conjuguent ensemble.

Toute analyse partielle tend à isoler chaque élément du grand ensemble qu'il forme dans la politique industrielle et le service public.



cggt

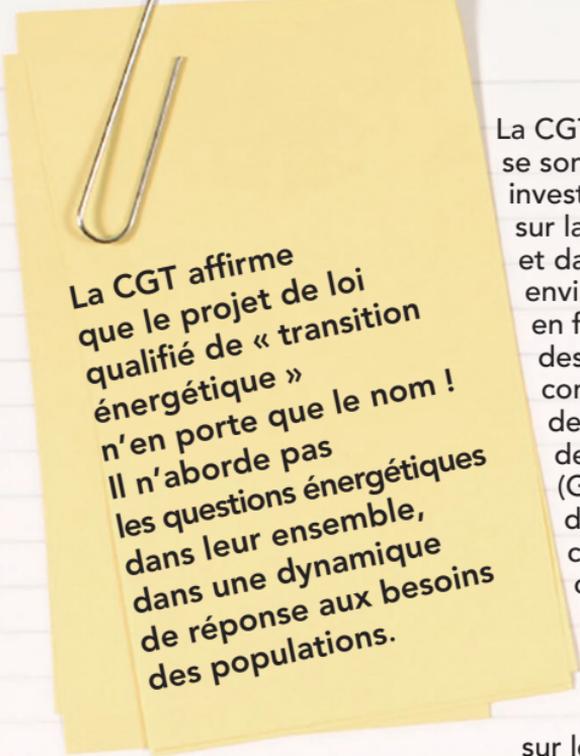
À l'opposé des financiers et gouvernants qui veulent isoler chaque secteur d'activité pour mieux les vendre aux appétits spéculatifs, la CGT pense que seule une réflexion globale peut répondre aux besoins de la population et de l'économie nationale.



Consciente des enjeux pour la planète et ses peuples, la CGT s'est engagée dans le débat autour de ces questions qui concernent les citoyens, les salariés et affectent l'emploi ainsi que les activités productives.

**D'où cette démarche commune des organisations CGT des transports, de l'énergie et de la métallurgie pour agir en convergence : salariés, usagers et citoyens !**





La CGT affirme  
que le projet de loi  
qualifié de « transition  
énergétique »  
n'en porte que le nom !  
Il n'aborde pas  
les questions énergétiques  
dans leur ensemble,  
dans une dynamique  
de réponse aux besoins  
des populations.

La CGT et ces organisations se sont pleinement investies dans le débat sur la transition énergétique et dans les conférences environnementales, en formulant des propositions contribuant à la diminution des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), élément déterminant pour lutter contre le réchauffement climatique.

Or, le contenu de l'actuel projet de loi ne règle en rien le problème de fond sur les émissions, pourtant

affichées comme un objectif prioritaire par le président de la République.

La CGT considère qu'il faut que notre pays, qui va accueillir la 21<sup>e</sup> conférence climat 2015, soit exemplaire en matière de transition énergétique et écologique.

Le projet de loi traite, essentiellement, la question de l'électricité de manière partielle et incomplète. Pétrole, charbon et gaz sont absents, en dehors de la volonté globale affichée de la diminution des ressources fossiles. La question des transports y est trop peu abordée, ou uniquement sous l'angle du véhicule électrique, tout comme l'enjeu de la reconquête industrielle.



**OÙ EST LA LOGIQUE ÉCOLOGIQUE ?**



# TRANSPORT, VOUS AV

Cette logique politique dans le transport routier des marchandises, comme dans le fret ferroviaire, s'appuie essentiellement sur le dumping social conduisant à des milliers de suppressions d'emplois.

La précarisation de l'emploi se développe, les effets négatifs sur les enjeux environnementaux augmentent.



**SI NOUS NE SORTONS PAS  
DE CETTE PENSÉE DOMINANTE  
DONT LES MAÎTRES MOTS SONT :  
COMPÉTITIVITÉ, CONCURRENCE,  
DUMPING SOCIAL, COÛT DU TRAVAIL...,  
IL N'Y A PAS D'AVENIR POUR  
UN VÉRITABLE REPORT DE LA ROUTE  
VERS DES MODES PLUS VERTUEUX  
(FERROVIAIRE-FLUVIAL).**

**NOUS AVONS BESOIN DE :**

- la complémentarité,
- la multimodalité,
- la maîtrise et les services publics pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux,
- une meilleure reconnaissance du travail.

# AVEZ-DIT : TRANSPORT ?

Le projet de loi « Macron » sur la libéralisation de l'autocar va complètement à l'encontre du développement du rail, en amplifiant une concurrence à tout va !

Le car a sa place, là où il n'y a pas de possibilité de desserte ferroviaire, dans une logique de complémentarité et dans le maintien des textes actuels en vigueur.

La stratégie du bas coût (*low cost*) qui touche tous les secteurs des transports est néfaste pour l'emploi, les conditions sociales des salariés et pour l'environnement. Cela fragilise la sécurité !



**Il faut arrêter d'opposer et de mettre  
en concurrence les modes de transports  
et les salariés qui les assurent !**

# CE QU'ILS VEULENT

## **TRANSPORT ROUTIER :**

- Pas de prise en compte des coûts externes (accidentologie, usure des infrastructures, pollution, embouteillages...) payés par tous les contribuables !
- Abandon de l'Écotaxe poids lourds.
- Péages autoroutiers en hausse.
- Mise en concurrence de chauffeurs au niveau européen et déréglementation sociale.

## **TRANSPORT FERROVIAIRE :**

- Recherche permanente de rentabilité financière.
- Fermeture de lignes, de gares, perte de correspondances entre gares.
- Mise en péril permanente du transport fret par le rail.

## **NOUVELLE « RÉFORME » DU SYSTÈME FERROVIAIRE :**

- Absence de financement, déstructuration et fragilisation du service public national, mise en péril du statut, éclatement des structures...

## **TRANSPORT FLUVIAL ET MARITIME :**

- Mise en péril des ports de commerce.
- Assujettissement permanent à la concurrence et à la recherche de profits financiers.
- Abandon des flottes pour le transport du gaz et du pétrole.

## **TRANSPORT AÉRIEN :**

- Politique du *low cost* mettant en danger la sécurité, l'emploi, la qualité des services.
- Vente des aéroports.
- Ouverture à la concurrence sans restriction.

# ALORS QUE...



## LE SECTEUR DES TRANSPORTS DOIT ÊTRE UN VÉRITABLE LEVIER !

Nous avons besoin de tous les modes de transport, mais dans une logique multimodale\* complémentaire.

Il faut favoriser le maillage des réseaux ferroviaires, routiers, fluviaux et maritimes, en développant des plate-formes logistiques.

## UNE POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES ET DE TRANSPORT DOIT SE FAIRE EN COHÉRENCE AVEC UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE NATIONALE ET RÉGIONALE.

► Implantation et relocalisation des activités industrielles et mise en place des infrastructures multimodales nécessaires pour l'activité économique et la desserte des territoires.

\* La multimodalité : complémentarité des différents modes de transport. Pour la CGT, c'est le seul moyen de sortir de la mise en concurrence.



# CELA DOIT ÊTRE EN



# FAVEUR DES CITOYENS !



L'industrie et la recherche, sont extrêmement importants pour répondre aux enjeux actuels de société : l'emploi, le progrès social, l'aménagement cohérent du territoire, la réponse aux besoins individuels et collectifs.

**L'INNOVATION  
ET LA  
RECHERCHE  
DOIVENT  
DYNAMISER  
LA PRODUCTION  
INDUSTRIELLE,  
DONC L'EMPLOI !**

# L'ÉNERGIE EN TRANSIT,

## CONSTAT :

- **L'énergie est un produit de première nécessité.**

*Son accès est conditionné par son coût.*

- **La pauvreté énergétique s'accroît en France** (11 millions de nos concitoyens sont dans cette situation) et en Europe.

- **Le droit à l'énergie laisse de côté encore 3 milliards d'êtres humains** dans le monde.

- **Privatisation** annoncée de barrages hydrauliques (les qualités de l'hydraulique sont nombreuses : fourniture d'une électricité sans émission de gaz à effet de serre, coûts bas, stockage de l'énergie, effacement pour absorber les énergies intermittentes, redémarrage des moyens de production, gestion de l'eau).

- **Mise en cause opportuniste et démagogique des centrales nucléaires**, pourtant non émettrices de gaz à effet de serre.

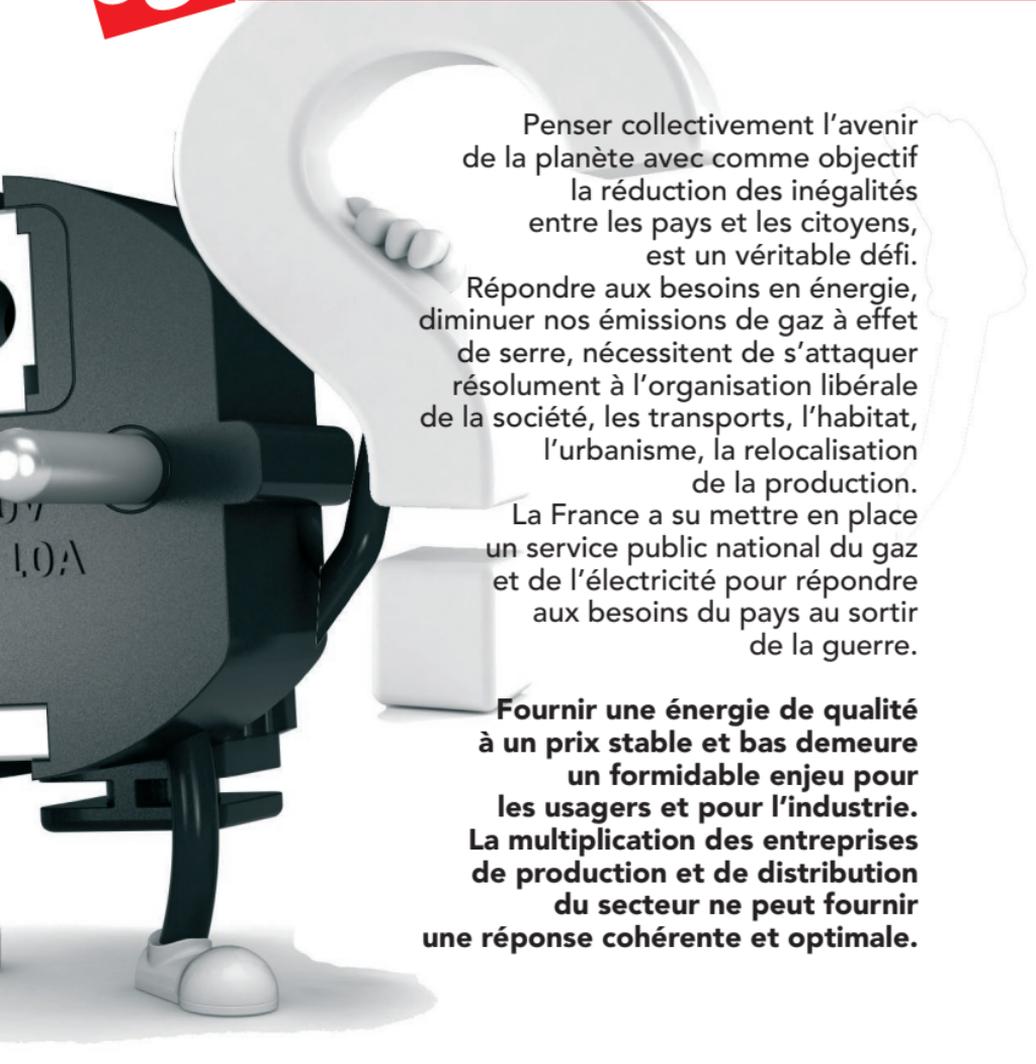
- **Techniquement, le développement massif des énergies renouvelables se heurte à la fermeture des centrales thermiques classiques**, nécessaires dans ce contexte pour équilibrer le réseau.



# MAIS POUR ALLER OÙ ?

POUR  
*la*  
cgt

LE PROJET DE LOI SUR  
LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE  
NE RÉPOND PAS AUX ENJEUX.



Penser collectivement l'avenir de la planète avec comme objectif la réduction des inégalités entre les pays et les citoyens, est un véritable défi.

Répondre aux besoins en énergie, diminuer nos émissions de gaz à effet de serre, nécessitent de s'attaquer résolument à l'organisation libérale de la société, les transports, l'habitat, l'urbanisme, la relocalisation de la production.

La France a su mettre en place un service public national du gaz et de l'électricité pour répondre aux besoins du pays au sortir de la guerre.

**Fournir une énergie de qualité à un prix stable et bas demeure un formidable enjeu pour les usagers et pour l'industrie. La multiplication des entreprises de production et de distribution du secteur ne peut fournir une réponse cohérente et optimale.**

# DES DÉCISIONS QUI

LA RECHERCHE PERMANENTE DE PROFITS POLLUE LE DÉBAT NÉCESSAIRE POUR L'AVENIR SOCIAL, ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIEL, DONC DE L'EMPLOI EN FRANCE.

Vouloir diminuer par deux la consommation d'énergie alors que la France a une démographie en augmentation et un besoin impérieux de se réindustrialiser, est un objectif irréalisable.

**Concernant le logement** (premier secteur consommateur d'énergie) les décisions prises se heurtent à l'absence des moyens financiers nécessaires (10 à 15 milliards d'euros par an seraient nécessaires pour l'isolation des habitats).

**Concernant les transports** (deuxième secteur consommateur d'énergie et premier secteur émetteur de gaz à effet de serre) la question est à peine abordée et subit des décisions allant à l'encontre de toute réduction de consommation.

**Concernant le nucléaire**, il en est prévu une diminution rapide dans le bouquet électrique, alors que les énergies renouvelables ne peuvent pas la compenser.

**Concernant l'hydraulique**, sa privatisation va détruire la solidarité entre régions, augmenter les factures et, *in fine*, faire la peau au service public national.

**Concernant les tarifs de l'énergie**, les usagers paient la facture alors que les bénéficiaires se retrouvent dans les dividendes versés aux actionnaires.



**NOUS MILITONS EN FAVEUR D'UN PÔLE  
AVEC DES OBJECTIFS CLAIRS DÉGAGÉS  
AUX MARCHÉS.**

# IMPACTENT L'AVENIR !



*L'approche doit être globale avec l'unique souci de satisfaire les intérêts de tous les citoyens !*

**PUBLIC DE L'ÉNERGIE  
DES CONTINGENCES DE RENTABILITÉ PROPRES**

# ET SI AU LIEU DE PRIV

Les besoins diversifiés de mobilité des personnes et des marchandises vont connaître une croissance spectaculaire du fait de la multiplication des échanges commerciaux, des productions, du développement des métropoles et de leur système d'approvisionnement, de l'éloignement des lieux de vie et de travail.



**NOUS DÉFENDONS LE PRINCIPE QUE  
CELA VA DEMANDER PLUS DE PLACE  
AU TRANSPORT FERROVIAIRE,  
TANT EN LONGUE DISTANCE  
QU'AUX NIVEAUX URBAIN  
ET INTERURBAIN, AVEC DES MATÉRIELS  
DIVERSIFIÉS ET EFFICACES.**

Depuis plusieurs années, les politiques d'austérité affectent le revenu et la consommation des ménages, l'emploi avec la montée du chômage et accentue la financiarisation de l'économie.

Pire, la chute des investissements publics (-10 % depuis 2007), creuse le lit de la récession.

Le niveau des activités industrielles est aujourd'hui au seuil d'une incapacité de pouvoir répondre aux enjeux.

La vente à la multinationale américaine GE de la branche énergie du groupe Alstom est l'aveu de l'échec d'une politique d'abandon des atouts de la France aux exigences du marché financier et des actionnaires.

# VILÉGIER LA FINANCE

La France a su développer sur fonds publics une maîtrise et un savoir-faire innovants et répondant aux exigences technologiques nécessaires à un mix énergétique adapté à la population et à l'économie en lien avec des entreprises comme EDF et GDF-Suez.

**Contrairement aux idées cultivées par le ministre Macron, selon lesquelles la France aurait son avenir dans les services, le luxe et le tourisme, la CGT considère que l'industrie et ses capacités de production sont centrales.**

Le besoin d'un État stratège se pose impérativement. Il y a donc urgence à arrêter ce démantèlement industriel organisé en sous-sol par les financiers.



**CELA DOIT SE TRADUIRE  
PAR DES CHOIX QUI FAVORISENT  
LE DÉVELOPPEMENT  
DES CAPACITÉS DES FILIÈRES  
INDUSTRIELLES COMME  
LE FERROVIAIRE, L'ÉNERGIE,  
LE LOGEMENT, LA SANTÉ,  
LE TRANSPORT MULTIMODAL  
(URBAIN-FLUVIAL-MARITIME).**

# LE SOCIAL DEVENAIT

## **LA FRANCE DISPOSE D'UNE FILIÈRE INDUSTRIELLE STRATÉGIQUE POUR Y RÉPONDRE, PERMETTRE SON DÉVELOPPEMENT ET CRÉER DE L'EMPLOI QUALIFIÉ.**

Cette filière s'est développée depuis des années, par une volonté commune entre les entreprises industrielles comme Alstom, Bombardier et Siemens et les entreprises publiques comme la SNCF et la RATP à travers des projets innovants qui ont permis de favoriser le transport ferroviaire.

## **LES BESOINS SONT IMPORTANTS POUR LES ANNÉES À VENIR** avec le renouvellement du matériel.

La nécessité de concevoir de nouveaux projets plus innovants, plus légers, plus économes, plus sécurisés passe par des investissements pour le développement des capacités de production et de recherche dans des projets comme le TGV du futur, la locomotive électrique/diesel pour le fret, un nouveau type de TER\* ou TET\*\*. Le tout s'intégrant dans un nouveau plan de modernisation du réseau en France et en Europe et du Grand Paris.

## **CE SONT 30 000 SALARIÉS, DONT 8 000 DANS L'INGÉNIERIE ET 10 000 DANS UN RÉSEAU DE PME, QUI SONT AUJOURD'HUI EN DIFFICULTÉ**

du fait de la pression sur les prix par les grands groupes au nom de la sainte compétitivité. De plus, ils délocalisent des activités études et production dans des pays où le niveau social et fiscal est plus faible.

\*TER : train express régional.

\*\*TET : train d'équilibre du territoire.

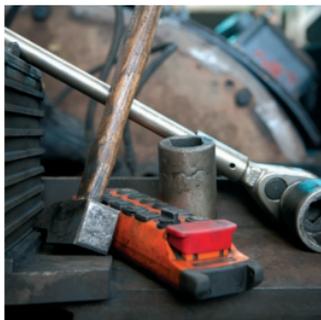
# T DURABLE LUI AUSSI

La maîtrise des technologies et des savoir-faire passe par la revalorisation du travail car, **SANS LE CONCOURS ET L'IMPLICATION DE CEUX QUI TRAVAILLENT DANS L'INDUSTRIE, LES OBJECTIFS ANNONCÉS POUR LUTTER CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT DU CLIMAT NE SE GAGNERONT PAS.**

Pour cela, il faut sortir des politiques d'austérité et mettre le patronat devant ses responsabilités en redirigeant les 110 milliards d'aides publiques attribués aux entreprises industrielles vers des activités plus porteuses, répondant aux besoins fondamentaux et environnementaux mettant l'emploi comme priorité.



**IL N'Y A PAS DE PROJET SOCIAL  
ET ENVIRONNEMENTAL SANS  
UNE INDUSTRIE FORTE, DYNAMIQUE,  
CRÉATRICE D'EMPLOIS ET RÉPONDANT  
AUX BESOINS D'AUJOURD'HUI ET DE  
DEMAIN DANS LE TRANSPORT ET L'ÉNERGIE.**



UIT  
*la*  
cgt



mines-énergie  
*la*  
cgt  
www.fnme-cgt.fr

*la*  
cgt



Fédération  
Nationale des  
Syndicats  
Maritimes



*la*  
cgt  
métallurgie  
CGT



UGICT  
cgt  
FÉDÉRATION DES  
OFFICIERS DE LA  
MARINE  
MARCHANDE

**CONTACTS** : [www.transports.cgt.fr](http://www.transports.cgt.fr) • [www.equipement.cgt.fr](http://www.equipement.cgt.fr)



• [www.fnme-cgt.fr](http://www.fnme-cgt.fr) • [www.cheminotcgt.fr](http://www.cheminotcgt.fr) • [www.ftm-cgt.fr](http://www.ftm-cgt.fr) •

© Photos : DR, FNME-CGT, Georges Bartoli, Pascal Raynaud, FTM-CGT - Bapoushoop.



C'EST L'INTERÊT GÉNÉRAL QUI

QUI DOIT DEVENIR

UNE PRIORITÉ !